

GUELMA

L'école tourne au ralenti

En ce début de l'année scolaire 2015-2016, plusieurs établissements de la wilaya de Guelma tournent au ralenti. Il y a de plus en plus d'élèves aux alentours des collèges et des lycées pendant les heures d'affluence.

Ces derniers prennent tout leur temps pour entrer en classe. On les retrouve dans les lieux publics avoisinant leurs établissements scolaires pendant les heures des cours. Certains rebroussement chemin, d'autres traînent devant leurs écoles.

Ce constat qui crève les yeux serait passé difficilement inaperçu. Ils ont à cela leurs raisons : «Il fait très chaud, on étouffe en classe, pas de climatisation, pas d'eau courante». «Pour certaines matières, il n'y a eu aucun cours depuis le 6 septembre, les professeurs prévus ne se sont pas présentés, à ce jour, on est donc obligés de rentrer chez nous. C'est énervant de rester là, à ne rien faire», nous révèlent deux élèves d'un lycée du centre-ville.

La tenue n'est pas soignée pour la plupart des élèves, les tabliers, généralement ouverts, laissent entrevoir des pulls et des chemises qui ne brillent pas, parfois, par leur propreté. Musique pour certains, communications pour d'autres. Ils sont presque tous branchés à leurs écouteurs. Sur les visages mouillés de sueurs, on lit l'anxiété que cachent mal les discussions et les éclats de rire des élèves, signe que l'année scolaire n'a pas si bien commencé à cause de la canicule qui accable ces derniers jours toute la région.

Mais la question est de savoir comment, dorénavant, gérer la rentrée scolaire à Guelma, une cité devenue l'une des plus chaudes du pays, le mercure a frôlé les 42 degrés mardi et mercredi derniers. Le pro-

blème a été posé à la ministre de l'Education nationale lors de sa dernière visite dans cette wilaya, par un confrère d'un quotidien national. Décidément, il est très difficile, en cette période de retenir tous les élèves dans les salles de classe. Ils ont en tête qu'avec cette chaleur, les vacances ne sont pas encore finies.

De l'avis général, la situation se compliquera davantage avec l'Aïd el Adha, qui approche à grands pas. La famille de l'éducation est préoccupée par le fait que certains parents tolèrent le relâchement de leurs enfants la semaine qui précède cette fête religieuse pour leur permettre d'admirer «kebch El Aïd». Des responsables locaux dans le secteur ont également relevé la diffi-

culté de «voir des enfants déscolarisés toute une semaine, car en fermant les yeux sur ces comportements, les familles sortent leurs enfants du système scolaire». «Il y a aussi les certificats médicaux de complaisance permettant des sorties de l'école en cette période de l'Aïd», ont-ils ajouté, estimant que leur rôle en tant que responsables était de demander de «mettre aujourd'hui ces sujets sur la table».

Certaines sources avaient rapporté que dans certains établissements scolaires, à l'approche de l'Aïd el Adha, «grand nombre d'enfants arrivaient tous les jours en retard ou s'absentaient carrément parce qu'ils sont occupés par leur mouton, au su et au vu de leurs parents, ils tiennent tous à le promener

dans le quartier». Et ces derniers, quand ils sont convoqués, «expliquent qu'il y a des empêchements de force majeure et des priorités», prévalant notamment sur «celles de l'école», avaient-ils ajouté.

Concernant l'ampleur de ce problème, notre source a refusé d'évaluer la situation, tout en précisant que «la question, ce n'est pas de chiffrer, mais est-ce que les principes de l'école sont respectés?».

Finalement, ce sont des sujets qu'on doit prendre au sérieux, il faut donc trouver des solutions surtout que les directeurs d'établissement n'y peuvent pas grand-chose. L'appel est donc lancé aux autorités compétentes.

Noureddine Guergour

SOUK AHRAS

À quand la rénovation du vieux bâti ?

Nous sommes aux portes de la fin de l'année 2015 et la réhabilitation du vieux bâti n'a pas démarré jusqu'à ce jour, cette épineuse problématique continue à faire couler beaucoup d'encre.

Il faut le dire, la série d'effondrements en cascade enregistrée au chef-lieu de la wilaya de Souk Ahras durant les années 2012 et 2013 reste insignifiante pour le moment. Depuis l'année 2008, le nombre de bâtisses qui nécessitent une rénovation dépasse les 300 maisons qui remontent à l'ère coloniale ; on est encore à l'affût de la moindre information concernant le lancement des travaux de réhabilitation tant revendiqués par les familles, notamment celles dont les habitations sont

menacées d'effondrement. Pourtant après l'aval des responsables au niveau central, après la tenue de plusieurs séminaires pour permettre d'enclencher de manière effective et pratique les travaux de réhabilitation, aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette opération a bel et bien démarré à travers la quasi-totalité des wilayas de l'Est (Annaba, Constantine et Skikda) et est passée à la vitesse supérieure. A Souk Ahras ce n'est pas le cas et les exemples sont nom-

breux. Que ce soit les édifices étatiques ou privés, la réhabilitation du théâtre et de l'ancien siège de la mairie, deux chefs-d'œuvre qui remontent à la fin du 19^e siècle, lancée en 2007 n'a pas produit les effets escomptés par la population soukahrassienne et ce sont des ardoises d'une qualité incertaine que l'on est venu coller en guise de tuiles décoratives.

Autres exemples illustratifs, la prestigieuse salle des fêtes «actuellement salle Sjoued-Noureddine» a depuis belle lurette perdu de sa vocation pour devenir un lieu pour les activités commerciales et foires avec des portes branlantes, des murs crasseux et des effritements qui peu-

vent être constatés de visu, et à ne pas oublier les vieilles habitations menaçant ruine depuis plusieurs années et l'attente de ces habitants est longue et ces derniers commencent à perdre espoir pour cette démarche.

Selon nos sources, l'estimation de la première tranche de la rénovation du vieux bâti à Souk Ahras est évaluée à 100 milliards de centimes.

Louvolements et tergiversations, le timing n'est pas le même pour les différentes institutions qui sont directement concernées par cette opération. Cette situation dénote l'absence de coordination entre les différents acteurs impliqués directement pour lancer l'opération de réhabilitation annoncée en grandes pompes il y a quelques années par les hauts responsables au niveau local, questionnés par nos soins, ils adoptaient une attitude dilatoire, d'autres n'avaient pas de réponses précises à ce sujet.

A moins que cette démarche est renvoyée aux calendes grecques à cause de la dévaluation du dinar et la dégringolade du baril du pétrole. Si c'est le cas, il aurait été plus sensé et plus logique de réfléchir et accélérer cette opération un peu plus tôt.

Malheureusement cette manière de procéder et de travailler dans la précipitation et d'essayer à la dernière minute d'attraper le dernier wagon du train est devenu une règle dans tous les domaines, une lapalissade !

Barour Yacine

REPRISE DU CYCLE DES CONFÉRENCES À L' EPSECSG ANNABA

Le président de la Cour des comptes, premier invité

Le président de la Cour des comptes, Abdelkader Benmarouf, était hier l'invité de l'Ecole préparatoire en sciences économiques, commerciales et sciences de gestion (EPSECSG) de Annaba qui reprend, ainsi, pour la nouvelle rentrée universitaire, son cycle de conférences-débats sur divers thèmes au profit de ses étudiants.

Les enseignants de l'école et d'autres invités représentant plusieurs secteurs socioéconomiques prenaient part à cette conférence intitulée : «Le rôle de la Cour des comptes dans la bonne gouvernance». Dans son intervention, le président de la Cour des comptes a fait une présentation de son institution qui reste méconnue du grand public. Il fera l'historique de celle-ci depuis sa création en 1976, avant d'indiquer que cette dernière, gardienne des

finances publiques, assure le rôle dans la bonne gouvernance, lutte contre le gaspillage et la fraude mais également prévient et lutte contre la corruption.

Abdelkader Benmarouf estime que le rôle de la Cour des comptes, qui englobe huit chambres, est crucial dans le contrôle a posteriori des finances de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics. Elle a une compétence administrative et juridictionnelle et élabore un rapport annuel qu'elle adresse au président de la République, tient à préciser le conférencier.

Membre des institutions internationales spécifiques, la CC applique les orientations techniques de celles-ci, dira son président. Il souligne aussi que l'Algérie est parfaitement en conformité avec les exigences du FMI qui exige des projections budgétaires pour une durée de trois années pour

l'attribution de son accord. Par ailleurs, le conférencier fera part d'un projet pour la constitution du corps des vérificateurs financiers.

Lors du débat et en réponse à une question sur les affaires de corruption qui ont émaillé ces dernières années des entreprises étatiques dont Sonatrach et l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, le conférencier estime que le fléau de la corruption est réel. Il existe. Cependant, toute saisine sera examinée par la Cour des comptes pour lui donner une suite.

Dans ces cas, l'attention des pouvoirs publics est attirée pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent. Il tient à préciser, à cet effet, que l'absence de transparence pousse à la corruption. Tout comme il reconnaît la faiblesse du vecteur communication.

A. Bouacha

KHEMIS MILIANA

Opération d'enlèvement des décharges sauvages sans précédent

La plus grande commune de la wilaya de Aïn Defla, la plus peuplée, qualifiée à la fois de «poumon d'oxygène économique» mais aussi de la commune la plus sale du monde par certains responsables, est confrontée depuis des décennies à l'insalubrité du cadre de vie qui n'a pas cessé de se dégrader au fil des années avec à la source l'incurie, le laxisme et l'incompétence avérée de certains responsables qui ont eu à charge de gérer la commune, conjugués à l'incivisme criant de certains habitants qui profitant de la situation font fi des règles les plus élémentaires de la vie en société dans l'impunité la plus totale.

De ce fait, la situation n'a fait qu'empirer au point que dans tous les secteurs de la ville ont «fleuri» des décharges sauvages qui n'ont pas cessé de grossir et que les moyens humains et matériels de la commune mis en œuvre ne sont pas arrivés à endiguer, ni à éradiquer.

La situation est devenue quasiment ingérable. Aussi, comme dans un sursaut d'amour-propre, une mega-opération d'éradication de tous les points noirs a été lancée à l'initiative de

la wilaya, coiffée par le SG en personne et du chef de daïra. De gros moyens humains et matériels ont été mobilisés et ont nécessité la participation et la collaboration de plusieurs secteurs dont la DTP, l'hydraulique, les services communaux. L'intervention la plus spectaculaire a eu lieu au niveau de la place Hamadi-Bencharki au cœur de la ville, là où un boucher a muré, en toute impunité le passage qui permet l'enlèvement des ordures de la cité du mar-

ché. Les ordures, où pullulaient les gros rats, se sont amoncelées pendant 25 ans, formant une décharge de 5 m de hauteur sur 100 m de long et 5 m de large. Le boucher, bien qu'occupant illicitement l'espace permettant l'accès, a tenté de s'opposer à l'intervention de l'équipe de nettoyage a fini par comprendre que la décision de l'autorité était irrévocable et a donc fini par laisser faire.

Les engins, pelle mécanique, rétrochargeurs, camions de gros tonnages sont entrés en action samedi en début de matinée devant une foule horrifiée par le spectacle. Selon les estimations des techniciens, le nettoyage du réduit nécessitera au moins une quinzaine de jours.

Simultanément, la même opération se déroulait au niveau de la cité des Jardins, du quartier Dardara, du quartier Aâdja à proximité

du marché hebdomadaire, et du quartier El Wiam. Si nombre de citoyens ont accueilli cette opération d'envergure avec beaucoup d'enthousiasme, d'autres se sont montrés plus sceptiques «ce genre d'opération aussi gigantesque ne serait pas nécessaire si les habitants ne font pas preuve de civisme et de discipline, si les services d'hygiène de la commune ne redoublent pas d'efforts et de vigilance».

Un autre citoyen dira «les pollueurs de tous bords se doivent d'être mis devant leurs responsabilités quitte à ce que des sanctions soient prises».

Un autre encore nous ajoute «la salubrité du cadre de vie restera l'affaire de tous car tout le monde se plaint de la saleté mais aussi tout le monde contribue à rendre l'environnement de plus en plus sale...»

Karim O.